

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 89 — 1669

20 JUILLET 1989. — Décret organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Dispositions généralesCHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application*Article 1^{er}. Le présent décret organise la tutelle administrative ordinaire :

- 1^o sur les communes de la Région wallonne, à l'exception des communes de langue allemande et de la ville de Comines-Warneton;
- 2^o sur les provinces de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur;
- 3^o sur les associations des communes, dénommées ci-après « intercommunales », dont le ressort ne dépasse pas les limites de la Région wallonne, à l'exception de celles dont la Région fait partie.

CHAPITRE II. — *Des délais*

Art. 2. Le jour de la réception de l'acte, qui est le point de départ d'un délai, n'y est pas inclus.

Art. 3. Le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable suivant.

On entend par jour férié au sens du présent décret, les jours suivants : le 1^{er} janvier, le lundi de Pâques, le 1^{er} mai, l'Ascension, le lundi de Pentecôte, le 21 juillet, le 15 août, le 27 septembre, les 1^{er}, 2, 11 et 15 novembre, les 25 et 26 décembre ainsi que les jours déterminés par décret ou par arrêté de l'Exécutif.

Art. 4. Toute autorité de tutelle peut, par arrêté, proroger le délai qui lui est imparti pour exercer son pouvoir d'une durée maximale égale à la moitié de ce délai.

CHAPITRE III. — *De l'information de l'autorité de tutelle*

Art. 5. L'Exécutif détermine les actes qui doivent être transmis à l'autorité de tutelle et le délai de leur transmission.

L'autorité de tutelle peut recueillir ou faire recueillir, tant sur les lieux que par correspondance, tous renseignements et éléments utiles à l'instruction des dossiers qui relèvent de sa compétence de tutelle.

CHAPITRE IV. — *De la motivation des actes de tutelle et des recours*

Art. 6. Tout acte de l'autorité de tutelle qui porte annulation, suspension, non-approbation, réformation ou qui comporte une mesure de substitution d'action doit indiquer ses motifs, dans son texte même.

Il en va de même pour tout acte de l'autorité de tutelle qui proroge un délai.

Art. 7. Tout recours exercé en vertu du présent décret doit être motivé.

CHAPITRE V. — *Des notifications*

Art. 8. Tout acte de l'autorité de tutelle doit être notifié à l'autorité sous tutelle et, le cas échéant, aux intéressés.

Art. 9. La notification se fait par écrit. L'envoi de cet écrit doit, à peine de nullité de l'acte notifié, se faire, au plus tard, le jour de l'échéance du délai.

CHAPITRE VI. — *De l'envoi d'un commissaire spécial*

Art. 10. L'autorité de tutelle peut, par arrêté, désigner un commissaire spécial lorsque la commune, la province ou l'intercommunale reste en défaut de fournir les renseignements et éléments demandés, ou de mettre à exécution les mesures prescrites par les lois, décrets, arrêtés, règlements ou statuts ou par une décision de justice coulée en force de chose jugée.

Le commissaire spécial est habilité à prendre toutes les mesures nécessaires en lieu et place de l'autorité défaillante, dans les limites du mandat qui lui a été donné par l'arrêté qui le désigne.

Art. 11. Préalablement à l'envoi d'un commissaire spécial, l'autorité de tutelle doit :

- 1^o adresser à l'autorité visée, par pli recommandé, un avertissement motivé expliquant ce qui lui est demandé ou les mesures qu'elle reste en défaut de prendre;
- 2^o donner à cette autorité, dans le même avertissement, un délai déterminé et raisonnable pour répondre à la demande à elle adressée, justifier son attitude, confirmer sa position ou prendre les mesures prescrites.

Art. 12. Les frais, honoraires ou traitements inhérents à l'accomplissement de sa mission sont à charge des personnes défaillantes dans l'exercice de leur fonction ou de leur mandat.

La rentrée de ces frais est poursuivie comme en matière d'impôts sur les revenus par le receveur des contributions directes sur l'exécutoire de l'autorité de tutelle.

TITRE II. — Tutelle sur les communes

CHAPITRE I^{er}. — *Tutelle générale*Section 1. — *De l'annulation*

Art. 13. L'Exécutif ou la députation permanente du Conseil provincial peut annuler l'acte par lequel une autorité communale viole la loi ou blesse l'intérêt général.

Le délai d'annulation est de cinquante jours à partir de la réception de l'acte par la députation permanente. L'arrêté d'annulation est publié, par extrait, suivant le cas, au *Moniteur belge* ou au *Mémorial administratif*.

(1) Session 1988-1989.

Documents du Conseil, 104 (1988-1989). Nos 1 à 7.

Compte-rendu intégral. Séance publique du 7 juillet 1989. Discussion. — Vote.

Art. 14. Les décisions par lesquelles le collège des bourgmestre et échevins attribue des marchés de travaux, de fournitures ou de services ne sont exécutoires qu'à partir du jour où elles ne sont plus susceptibles d'être annulées.

L'alinéa premier n'est pas applicable aux marchés de gré à gré prévus à l'article 17, § 2, 6° de la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Par dérogation à l'article 13, pour les décisions visées à l'alinéa 2 le délai d'annulation est de quarante jours à partir de la réception de l'acte par la députation permanente.

Section 2. — De la suspension

Art. 15. La députation permanente peut, par arrêté, suspendre l'exécution de l'acte par lequel une autorité communale viole la loi ou blesse l'intérêt général, pour une durée ne dépassant pas le terme du délai, éventuellement prorogé, à elle impartit pour annuler ledit acte.

L'autorité dont l'acte est régulièrement suspendu peut le retirer.

La suspension prend cours le jour de la réception par l'autorité communale de l'arrêté de la députation permanente.

Section 3. — Du recours du gouverneur

Art. 16. Le gouverneur est tenu de prendre son recours auprès de l'Exécutif :

1° contre l'arrêté par lequel la députation permanente viole la loi en annulant un acte d'une autorité communale, dans les dix jours de cet arrêté;

2° contre l'acte d'une autorité communale qui viole la loi lorsque la députation permanente s'abstient d'en prononcer l'annulation, dans les dix jours, soit de l'échéance du délai d'annulation, soit de la délibération par laquelle la députation permanente décide de notifier son abstention aux intéressés.

Le gouverneur notifie son recours à la députation permanente, à la commune et aux intéressés, au plus tard le dernier jour du délai de recours.

Art. 17. L'Exécutif peut, dans les trente jours de la réception du recours du gouverneur, annuler l'acte dont recours, tant pour la violation de la loi que pour lésion de l'intérêt général.

L'arrêté d'annulation est publié par extrait au *Moniteur belge*.

CHAPITRE II. — Tutelle spéciale

Section 1. — De l'approbation

Art. 18. Sont soumises à l'approbation de la députation permanente les décisions du conseil communal sur les objets suivants :

1° le budget communal, les budgets des régies, les modifications budgétaires, les comptes communaux, les comptes des régies et les transferts de crédits de dépense;

2° le cadre et le statut administratif des agents de la commune;

3° le statut pécuniaire et les échelles de traitements des agents de la commune;

4° le régime de pension des agents de la commune;

5° la mise en régie et le bilan de départ des établissements et services communaux à caractère industriel ou commercial qui seront gérés en dehors des services généraux de la commune.

L'approbation ne peut être refusée que pour violation de la loi ou lésion de l'intérêt général.

La députation permanente et l'Exécutif, sur recours du gouverneur, peuvent approuver partiellement les décisions soumises à leur approbation, dans les cas où les diverses dispositions qu'elles contiennent sont sans lien réciproque de connexité.

Art. 19. Tout arrêté pris par la députation permanente en vertu de l'article 18 doit intervenir dans les cinquante jours de la réception par elle de l'acte soumis à approbation. Ce délai est porté à cent quatre-vingts jours pour les délibérations relatives aux comptes.

L'arrêté est publié par extrait au *Mémorial administratif*.

Passé ce délai, l'acte, s'il n'a pas fait l'objet d'un refus d'approbation et sauf le recours du gouverneur, est exécutoire.

Section 2. — Du recours du gouverneur

Art. 20. Le gouverneur est tenu de prendre son recours auprès de l'Exécutif :

1° contre l'arrêté par lequel la députation permanente viole la loi en approuvant ou en refusant d'approuver une des décisions visées à l'article 18, dans les dix jours de cet arrêté;

2° contre une de ces décisions, pour violation de la loi, si la députation ne s'est pas prononcée à l'échéance du délai fixé à l'article 19, dans les dix jours de cette échéance.

Ce recours est notifié à la députation permanente et à la commune dans le délai fixé à l'alinéa premier.

Art. 21. Le recours du gouverneur est suspensif de la décision soumise à approbation.

Cette décision devient exécutoire si, dans les trente jours de l'envoi du recours à la députation permanente et à la commune, l'Exécutif n'a pas refusé de l'approuver.

Section 3. — Des mesures d'office

Art. 22. Dans tous les cas où le conseil communal se refuserait à porter au budget, en tout ou en partie, des dépenses obligatoires que la loi met à sa charge, la députation permanente, après avoir recueilli les explications du conseil communal, les y inscrira d'office dans la proportion du besoin.

Art. 23. A défaut pour le conseil communal de porter au budget des recettes suffisantes pour payer une dette de la commune reconnue et exigible ou résultant d'une décision en dernier ressort de la juridiction administrative ou judiciaire et après deux avertissements consécutifs constatés par la correspondance, il y sera pourvu par la députation permanente qui ordonnera, dans ce but, sous l'approbation de l'Exécutif, la perception de toute taxe additionnelle aux contributions directes payées dans la commune.

Art. 24. En cas de refus ou de retard d'ordonnancer le montant des dépenses que la loi met à charge des communes, la députation permanente, après avoir recueilli les explications du conseil communal, en délibère et ordonne, s'il y a lieu, que la somme soit immédiatement effectuée.

CHAPITRE III. — Des recours

Art. 25. § 1^{er}. L'autorité communale dont la décision est annulée par la députation permanente peut, dans les trente jours de la notification qui lui en est faite, introduire un recours auprès de l'Exécutif contre l'arrêté d'annulation.

§ 2. Tout membre du personnel communal qui fait l'objet d'une décision de révocation non annulée par la députation permanente, peut introduire un recours auprès de l'Exécutif contre cette décision.

Le membre du personnel communal faisant l'objet d'une mesure de révocation est informé immédiatement de la date à laquelle la décision de révocation de l'autorité communale est notifiée à la députation permanente ainsi que de l'absence d'annulation, par l'autorité de tutelle, de cette mesure de révocation.

Le recours doit être exercé dans les trente jours du terme du délai prévu à l'article 13.

§ 3. Le recours à l'Exécutif n'est pas suspensif.

Art. 26. § 1^{er}. L'autorité communale qui s'estime lésée par un refus d'approbation, une réformation ou une mesure d'office de la députation permanente peut, dans les trente jours de la notification qui lui en est faite, introduire un recours auprès de l'Exécutif contre cette décision.

§ 2. Dans les cas d'une mesure d'office visée au titre II, chapitre II, section 3, articles 22 et 24, le recours est suspensif de la décision de la députation permanente.

Art. 27. Les décisions sur recours sont rendues dans les trente jours de la réception du recours par l'Exécutif. Elles sont publiées par extrait au *Moniteur belge*.

TITRE III. — Tutelle sur les provinces

CHAPITRE I^{er}. — Tutelle générale

Section 1. — De l'annulation

Art. 28. L'Exécutif peut annuler l'acte par lequel une autorité provinciale, agissant en cette qualité, viole la loi ou blesse l'intérêt général.

Le délai d'annulation est de cinquante jours à partir de la réception de l'acte par l'Exécutif.

L'arrêté d'annulation est publié par extrait au *Moniteur belge*.

Section 2. — De la suspension

Art. 29. L'Exécutif peut, par arrêté, suspendre l'exécution de l'acte par lequel une autorité provinciale, agissant en cette qualité, viole la loi ou blesse l'intérêt général, pour une durée ne dépassant pas le terme du délai, éventuellement prorogé, à lui imparti pour annuler ledit acte.

L'autorité dont l'acte est régulièrement suspendu peut le retirer.

La suspension prend cours le jour de la réception par l'autorité provinciale de l'arrêté de l'Exécutif.

Section 3. — Du recours du gouverneur

Art. 30. Le gouverneur est tenu de prendre son recours auprès de l'Exécutif contre la décision par laquelle une autorité provinciale agissant, en cette qualité, viole la loi.

Le recours du gouverneur doit être pris et notifié à l'autorité provinciale et aux intéressés dans les dix jours de la décision provinciale.

Art. 31. L'Exécutif peut, dans les cinquante jours de la réception du recours du gouverneur, annuler l'acte dont recours.

L'arrêté d'annulation est publié par extrait au *Moniteur belge*.

CHAPITRE II. — Tutelle spéciale

Section 1. — De l'approbation

Art. 32. Sont soumises à l'approbation de l'Exécutif les décisions du conseil provincial sur les objets suivants :

- 1^o le budget provincial, les budgets des régies et les modifications budgétaires;
- 2^o les traitements et les pensions des membres de la députation permanente;
- 3^o le cadre et le statut administratif des agents de la province;
- 4^o le statut pécuniaire et les échelles de traitements des agents de la province;
- 5^o le régime de pension des agents de la province;
- 6^o la mise en régie et le bilan de départ des établissements et services provinciaux à caractère industriel ou commercial qui seront gérés en dehors des services généraux de la province.

L'approbation ne peut être refusée que pour violation de la loi ou lésion de l'intérêt général.

L'Exécutif peut approuver partiellement les décisions soumises à son approbation dans les cas où les diverses dispositions qu'elles contiennent sont sans lien réciproque de connexité.

Art. 33. Tout arrêté pris par l'Exécutif en vertu de l'article 32 doit intervenir dans les cinquante jours de la réception de la décision soumise à approbation. Il est publié par extrait au *Moniteur belge*.

Passé ce délai, la décision, si elle n'a pas fait l'objet d'un refus d'approbation, est exécutoire.

Section 2. — Des mesures d'office

Art. 34. Si le conseil provincial ne porte pas au budget, en tout ou en partie, les sommes nécessaires pour le paiement des dépenses obligatoires que la loi met à charge de la province, l'Exécutif, après avoir recueilli les explications de la députation permanente, fera procéder aux inscriptions budgétaires nécessaires; si, dans ce cas, les fonds provinciaux sont insuffisants, il y sera pourvu par un décret.

Art. 35. En cas de refus ou de retard d'ordonner le montant des dépenses que la loi met à charge des provinces, l'Exécutif, après avoir recueilli les explications de la députation permanente, ordonne, s'il y a lieu, que la dépense soit immédiatement effectuée.

Art. 36. Les actes des conseils provinciaux et des députations permanentes qui n'auraient pas été annulés après expiration du délai visé aux articles 28 et 33 ainsi que les actes de l'Exécutif, agissant comme autorité de tutelle, ne pourront être annulés que par le Conseil régional, sauf recours au Conseil d'Etat.

TITRE IV. — Tutelle sur les intercommunales

CHAPITRE I^{er}. — De la tutelle générale d'annulation

Art. 37. L'Exécutif peut annuler l'acte d'une autorité de l'intercommunale qui viole la loi ou blesse l'intérêt général.

Le délai d'annulation est de cinquante jours à partir de la réception de l'acte par l'Exécutif. Il est porté à cent quatre-vingts jours pour les décisions approuvant les comptes annuels de l'association.

CHAPITRE II. — De la tutelle spéciale d'approbation

Art. 38. Sont soumis à l'approbation de l'Exécutif :

- 1° les statuts de l'intercommunale et leurs modifications;
- 2° le cadre et le statut administratif des agents de l'intercommunale;
- 3° le statut pécuniaire et les échelles de traitements des agents de l'intercommunale.

Art. 39. Tout arrêté de l'Exécutif pris en vertu de l'article 38 doit intervenir dans les cinquante jours de la réception par lui de l'acte soumis à approbation.

Passé ce délai, l'acte, s'il n'a pas fait l'objet d'un refus d'approbation, est exécutoire.

TITRE V. — Dispositions abrogatoires et transitoires

Art. 40. Sont abrogés en tant qu'ils contiennent des dispositions de tutelle sur les actes des communes, provinces et intercommunales de la Région wallonne visées à l'article 1^{er} :

§ 1^{er}. Dans la loi communale du 30 mars 1836 :

- 1° l'article 74;
- 2° l'article 76, alinéa 1^{er}, 3°, inséré par la loi du 30 juin 1865, modifié par les lois des 30 décembre 1887, 22 décembre 1953 et 27 mai 1975;
- 3° l'article 76, alinéa 2, remplacé par loi du 3 décembre 1984;
- 4° l'article 77, alinéa 1^{er}, 8° et 9°, alinéa 2 et alinéas 3 à 6, modifiés par l'arrêté royal n° 33 du 10 novembre 1934, la loi du 27 mai 1975 et le décret du Conseil régional wallon du 5 décembre 1984;
- 5° l'article 77 bis, inséré par le décret du Conseil régional wallon du 5 décembre 1984;
- 6° l'article 82 bis, § 2, inséré par la loi du 14 juillet 1976 et modifié par l'arrêté royal du 16 mai 1980, et § 4, inséré par la loi du 14 juillet 1976;
- 7° l'article 84, § 1^{er}, alinéas 2 à 5, remplacés par la loi du 1^{er} mars 1977, alinéa 6, ajouté par la loi du 3 décembre 1984, et § 1^{er} bis inséré par le décret du Conseil régional wallon du 15 décembre 1983 et remplacé par celui du 2 juillet 1987;
- 8° l'article 85, alinéas 2 et 3, ajoutés par la loi du 30 juillet 1903;
- 9° l'article l'article 85 bis, inséré par la loi du 30 juillet 1903;
- 10° l'article 86, remplacé par la loi du 27 juin 1962;
- 11° l'article 87, § 1^{er}, créé par la loi du 9 août 1988, tel qu'il a été modifié par les lois des 27 juin 1962 et 1^{er} mars 1977;
- 12° l'article 87 bis, inséré par le décret du Conseil régional wallon du 15 décembre 1983 et modifié par celui du 15 janvier 1987;
- 13° l'article 88, § 1^{er}, créé par la loi du 9 août 1988, tel qu'il a été modifié par les lois des 30 décembre 1887 et 27 mai 1975;
- 14° l'article 88 bis, inséré par le décret du Conseil régional wallon du 9 mars 1983;
- 15° l'article 93, alinéas 4 et 5, ajoutés par la loi du 30 juillet 1903;
- 16° l'article 94, modifié par la loi du 27 mai 1975;
- 17° l'article 109, alinéas 2 et 3, remplacés par la loi du 14 février 1961 et les alinéas 5 à 8, remplacés par la loi du 3 juin 1957;
- 18° L'article 109 bis, alinéa 2 inséré par l'arrêté royal n° 124 du 27 février 1935 et modifié par la loi du 27 mai 1975;
- 19° l'article 111, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, modifié par les lois des 3 juin 1957 et 27 juillet 1961, ainsi que le § 1^{er} bis, inséré par le décret du Conseil régional wallon du 15 décembre 1984;
- 20° l'article 114, alinéa 1^{er}, 1°, remplacé par la loi du 29 juin 1976;
- 21° l'article 114 bis, alinéas 1^{er} à 3, insérés par l'arrêté royal n° 33 du 10 novembre 1934;
- 22° l'article 122, alinéa 1^{er}, est remplacé par la loi du 3 juin 1957 et modifié par la loi du 27 juillet 1961 et par le décret du Conseil régional wallon du 15 décembre 1984, alinéa 4, remplacé par la loi du 3 juillet 1957;
- 23° l'article 133, remplacé par la loi du 7 mai 1877;
- 24° l'article 139 bis, alinéa 2, ajouté par la loi du 14 juillet 1983;
- 25° l'article 141, alinéas 1^{er} et 2, modifiés par l'arrêté royal n° 33 du 10 novembre 1934 et la loi du 27 mai 1975 et alinéa 4;
- 26° l'article 143;
- 27° l'article 144, alinéas 1^{er} et 2;
- 28° l'article 145;
- 29° l'article 147, alinéa 1^{er}, modifié par les lois des 7 mai 1877, 28 décembre 1883 et 20 septembre 1884;
- 30° l'article 178, § 1^{er}, alinéa 4, et § 2, alinéa 3, insérés par la loi du 11 février 1986;
- 31° l'article 180, alinéa 3, inséré par la loi du 11 février 1986;
- 32° l'article 187, § 4, inséré par la loi du 11 février 1986;
- 33° l'article 188, alinéa 3, inséré par la loi du 11 février 1986.

§ 2. Dans la loi provinciale du 30 avril 1836 :

- 1° l'article 65, alinéa 3, remplacé par la loi du 6 juillet 1987;
- 2° l'article 86, modifié par les lois des 27 mai 1870, 26 février 1958, 24 avril 1958, 27 mai 1975, 10 juillet 1979 et 4 décembre 1984;
- 3° l'article 87, modifié par la loi du 27 mai 1975;
- 4° l'article 87 bis, inséré par le décret du Conseil régional wallon du 11 mai 1984;
- 5° l'article 88, modifié par la loi du 27 mai 1870 et la loi du 27 mai 1975;
- 6° l'article 88 bis, inséré par le décret du Conseil régional wallon du 11 mai 1984;
- 7° l'article 89, modifié par la loi du 27 mai 1975;
- 8° l'article 89 bis, inséré par le décret du Conseil régional wallon du 11 mai 1984;
- 9° l'article 91, alinéa 2;
- 10° l'article 110;

- 11° l'article 114 bis, inséré par l'arrêté royal n° 24 du 26 juillet 1939;
 12° l'article 116, remplacé par la loi du 6 janvier 1984, en tant qu'il se réfère aux articles 89 et 91, alinéa 2;
 13° l'article 125, modifié par la loi du 27 mai 1975;
 14° l'article 125 bis, inséré par le décret du Conseil régional wallon du 11 mai 1984;
 15° l'article 127.

Art. 41. Sont abrogés :

§ 1^{er}. L'article 71, § 1^{er}, alinéas 3 à 7, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, tel que modifié par la loi du 27 juillet 1981 et complété par les décrets du Conseil régional wallon des 15 février 1984 et 2 juillet 1987.

§ 2. Dans la loi du 22 décembre 1988 relative aux intercommunales :

- 1° l'article 20;
 2° l'article 28, alinéa 3.

§ 3. Dans le décret du Conseil régional wallon du 5 novembre 1987 relatif aux intercommunales dont le ressort ne dépasse pas les limites de la Région wallonne :

- 1° l'article 5;
 2° l'article 6;
 3° l'article 7;
 4° l'article 8.

§ 4. Dans l'arrêté du Régent du 18 juin 1946 relatif à la gestion financière des régies communales :

- 1° l'article 5, alinéa 2;
 2° l'article 13;
 3° l'article 33.

Art. 42. Les délibérations, résolutions, décisions et actes pris par les communes, provinces et intercommunales visées à l'article 1^{er} avant l'entrée en vigueur du présent décret restent soumis, en ce qui concerne l'exercice de la tutelle générale ainsi que les avis, autorisations et approbations à donner par l'autorité de tutelle et les recours ouverts contre ces décisions, aux dispositions légales qui étaient en vigueur en la matière avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Les recours introduits sur la base des articles 178, § 1^{er}, 178, § 2, alinéa 3, 180, alinéa 3, 187, § 4, et 188, alinéa 3, de la loi communale du 30 mars 1836, qui n'ont pas encore fait l'objet d'une décision administrative ou juridictionnelle définitive, sont portés devant la députation permanente du conseil provincial.

Art. 43. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} octobre 1989.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 juillet 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
 chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. COOLS

Le Ministre du Budget, des Finances et du Transport pour la Région wallonne,

A. DALEM

Le Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature,
 des Zonings industriels et de l'Emploi pour la Région wallonne.

E. HISMANS

Le Ministre des Travaux publics pour la Région wallonne,

A. BAUDSON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche,
 des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne,

A. LIENARD

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 89 — 1669

20. JULI 1989. — Dekret zur Regelung
 der Aufsicht über die Gemeinden, die Provinzen und die Interkommunalen der Wallonischen Region (1)

Der Wallonischen Regionalrat hat das Folgende angenommen, und Wir, Exekutive, sanktionieren es :

TITEL I. — Allgemeine Bestimmungen

KAPITEL I. — Anwendungsbereich

Artikel 1. Das vorliegende Dekret regelt die ordentliche Verwaltungsaufsicht :

1. über die Gemeinden der Wallonischen Region, mit Ausnahme der Gemeinden deutscher Sprache und der Stadt Comines-Warneton;

(1) Sitzung 1988-1989

Ratsdokumente 104 (1988-1989). Nrn. 1 bis 7.

Ausführlicher Bericht. Öffentliche Sitzung vom 7. Juli 1989. Diskussion. — Abstimmung.

2. über die Provinzen Hennegau, Lüttich, Luxemburg und Namur;
3. über die Gemeindevereinigungen, nachstehend « Interkommunale » genannt, deren Gebiet die Grenzen der Wallonischen Region nicht überschreitet, mit Ausnahme derer, zu denen die Region gehört.

KAPITEL II. — *Fristen*

Art. 2. Der Tag des Empfangs des Akts, der der Beginn einer Frist ist, ist nicht mit einbegriffen.

Art. 3. Der Tag, an dem die Frist abläuft, wird in der Frist mit eingerechnet. Wenn dieser Tag jedoch ein Samstag, Sonntag oder Feiertag ist, wird er auf den folgenden Werktag verlegt.

Unter Feiertagen im Sinne des vorliegenden Dekrets versteht man folgende Tage : den 1. Januar, Ostermontag, den 1. Mai, Christi Himmelfahrt, Pfingstmontag, den 21. Juli, den 15. August, den 27. September, den 1., 2., 11. und 15. November, den 25. und 26. Dezember sowie die Tage, die durch Dekret bzw. durch Erlass der Exekutive bestimmt worden sind.

Art. 4. Durch einen Beschluss kann jede Aufsichtsbehörde die ihr zur Ausübung ihrer Befugnisse eingeräumte Frist um höchstens die Hälfte dieser Frist verlängern.

KAPITEL III. — *Information der Aufsichtsbehörde*

Art. 5. Die Exekutive bestimmt die Akte, die der Aufsichtsbehörde übermittelt werden müssen, und die Frist, in der diese Übermittlung erfolgen muss. Die Aufsichtsbehörde kann zur Bearbeitung der Akten, die unter ihre Aufsicht fallen, alle nützlichen Auskünfte und Angaben sowohl an Ort und Stelle als auch brieflich einholen bzw. einholen lassen.

KAPITEL IV. — *Begründung der Aufsichtsakte und der Einsprüche*

Art. 6. Jeder Annullierungs-, Aufschubs-, Ablehnungs-, Aufhebungsakt der Aufsichtsbehörde oder jeder Akt dieser Behörde, der zu einem Selbsteintritt führt, muss in seinem Text selbst begründet werden.

Das gleiche gilt für jeden Akt der Aufsichtsbehörde, der eine Frist verlängert.

Art. 7. Jeder Einspruch, der aufgrund des vorliegenden Dekrets erhoben wird, muss begründet sein.

KAPITEL V. — *Notifizierungen*

Art. 8. Jeder Akt der Aufsichtsbehörde muss der Behörde, die der Aufsicht untersteht, und gegebenenfalls den Betroffenen notifiziert werden.

Art. 9. Die Notifizierung erfolgt schriftlich. Die Übermittlung dieses Schreibens muss spätestens am Tag, an dem die Frist abläuft, erfolgen, sonst wird der notifizierte Akt nichtig.

KAPITEL VI. — *Entsendung eines Sonderkommissars*

Art. 10. Die Aufsichtsbehörde kann durch einen Beschluss einen Sonderkommissar benennen, wenn die Gemeinde, die Provinz oder die Interkommunale versäumt hat, die verlangten Auskünfte und Angaben zu erteilen oder die Massnahmen durchzuführen, die durch die Gesetze, Dekrete, Erlasse, Verordnungen oder Statuten bzw. durch einen rechtskräftigen gerichtlichen Beschluss vorgeschrieben worden sind.

Der Sonderkommissar ist befugt, alle notwendigen Massnahmen anstelle der säumigen Behörde zu treffen im Rahmen des Auftrags, der ihm durch den Beschluss erteilt worden ist, der ihn benennt.

Art. 11. Bevor die Aufsichtsbehörde einen Sonderkommissar entsendet, muss sie :

1° der betreffenden Behörde per Einschreiben eine begründete Verwarnung übermitteln, in der erläutert wird, was von ihr verlangt wird oder welche Massnahmen sie versäumt hat zu treffen;

2° dieser Behörde in derselben Verwarnung eine bestimmte und angemessene Frist geben, um der an sie gerichteten Aufforderung nachzukommen, ihr Verhalten zu rechtfertigen, ihren Standpunkt zu bestätigen oder die vorgeschriebenen Massnahmen zu treffen.

Art. 12. Die Kosten, Honorare oder Gehälter für die Durchführung seines Auftrags gehen zu Lasten der Personen, die bei der Ausübung ihres Amtes bzw. ihres Auftrags versagt haben.

Diese Kosten werden wie bei den Einkommenssteuern von den Einnehmern der direkten Steuern auf Vollstreckungsbefehl der Aufsichtsbehörde beigetrieben.

TITEL II. — *Aufsicht über die Gemeinden*

KAPITEL I. — *Allgemeine Aufsicht*

Abschnitt 1. — *Annullierung*

Art. 13. Die Exekutive oder der Ständige Ausschuss des Provinzialrates kann den Akt, durch den eine Gemeindebehörde das Gesetz verletzt oder gegen das Allgemeininteresse verstösst, annullieren.

Die Annullierungsfrist beträgt fünfzig Tage ab dem Tag, an dem der Ständige Ausschuss den Akt erhalten hat.

Der Annullierungsbeschluss wird auszugsweise je nach Fall im *Belgischen Staatsblatt* oder im Verwaltungsblatt veröffentlicht.

Art. 14. Die Beschlüsse, durch die das Bürgermeister- und Schöffenkollegium Aufträge von Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen oder Dienstleistungen vergibt, sind nur rechtskräftig ab dem Tag, an dem sie nicht mehr annulliert werden können.

Absatz 1 findet keine Anwendung auf die freihändigen Verfahren, die in Artikel 17, § 2, Nr. 6 des Gesetzes vom 14. Juli 1976 über die öffentlichen Aufträge von Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen vorgesehen sind.

In Abweichung von Artikel 13 beträgt die Annullierungsfrist für die in Absatz 2 erwähnten Beschlüsse vierzig Tage ab dem Tag, an dem der Ständige Ausschuss den Akt erhalten hat.

Abschnitt 2. — *Aufschuss*

Art. 15. Der Ständige Ausschuss kann die Durchführung des Akts, durch den eine Gemeindebehörde das Gesetz verletzt oder gegen das Allgemeininteresse verstösst, durch einen Beschluss aufschieben, und zwar eine Dauer, die die eventuell verlängerte Frist, die ihm die Annullierung des besagten Akts bewilligt wird, nicht überschreitet.

Die Behörde, deren Akt ordnungsgemäss aufgeschoben wird, kann ihn zurückziehen.

Der Aufschub gilt ab dem Tag, an dem die Gemeindebehörde den Beschluss des Ständigen Ausschusses erhalten hat.

Abschnitt 3. — Einspruch des Gouverneurs

Art. 16. Der Gouverneur muss seinen Einspruch :

1° gegen den Beschluss, durch den der Ständige Ausschuss mit der Annullierung eines Aktes einer Gemeindebehörde das Gesetz verletzt, binnen zehn Tagen nach diesem Beschluss bei der Exekutive erheben;

2° gegen den Akt einer Gemeindebehörde, der das Gesetz verletzt, — wenn der Ständige Ausschuss darauf verzichtet, die Annullierung dieses Aktes auszusprechen —, binnen zehn Tagen entweder nach Ablauf der Annullierungsfrist oder nachdem der Ständige Ausschuss den Beschluss gefasst hat, den Betreffenden seinen Verzicht zu notifizieren, bei der Exekutive erheben.

Der Gouverneur notifiziert dem Ständigen Ausschuss, der Gemeinde und den Betreffenden seinen Einspruch spätestens am letzten Tag der Frist, in der Einspruch erhoben werden kann.

Art. 17. Binnen dreissig Tagen nach Empfang des Einspruchs des Gouverneurs kann die Exekutive den Akt, gegen den Einspruch erhoben wird, sowohl wegen Verletzung des Gesetzes als auch wegen Verstosses gegen das Allgemeininteresse annullieren.

Der Annullierungserlass wird auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

KAPITEL II. — Besondere Aufsicht*Abschnitt 1. — Genehmigung*

Art. 18. Die Beschlüsse des Gemeinderates über folgende Gegenstände bedürfen der Genehmigung des Ständigen Ausschusses :

1° den Gemeindehaushaltsplan, den Haushaltsplan der Regien, die Änderungen des Haushaltsplans, die Gemeinderechnungen, die Rechnungen der Regien und die Übertragungen von Haushaltsmitteln für Ausgaben;

2° den Stellenplan und das Verwaltungsstatut der Bediensteten der Gemeinde;

3° Das Besoldungsstatut und die Gehaltsstufen der Bediensteten der Gemeinde;

4° das Pensionssystem der Bediensteten der Gemeinde;

5° die Einrichtung — als Regie — und die Ausgangsbilanz der Gemeindeeinrichtungen und dienste industrieller oder kommerzieller Natur, die unabhängig von den allgemeinen Dienststellen der Gemeinde verwaltet werden.

Die Genehmigung kann nur wegen Verletzung des Gesetzes oder Verstosses gegen das Allgemeininteresse verweigert werden.

Der Ständige Ausschuss und — nach Einspruch des Gouverneurs — die Exekutive können die Beschlüsse, die ihrer Genehmigung bedürfen, teilweise genehmigen, falls es unter den verschiedenen Bestimmungen, die darin enthalten sind, keine engen Zusammenhänge gibt.

Art. 19. Jeder Beschluss, den der Ständige Ausschuss aufgrund von Artikel 18 fasst, muss binnen fünfzig Tagen, nach dem dieser Ausschuss den genehmigungspflichtigen Akt erhalten hat, erfolgen. Diese Frist wird für die Beschlüsse über die Rechnungen auf hundertachtzig Tage verlängert.

Der Beschluss wird auszugsweise im Verwaltungsblatt veröffentlicht. Nach Ablauf dieser Frist ist der Akt rechtskräftig, insofern er nicht Gegenstand einer Genehmigungsverweigerung gewesen ist und der Gouverneur keinen Einspruch erhoben hat.

Abschnitt 2. — Einspruch des Gouverneurs

Art. 20. Der Gouverneur muss seinen Einspruch :

1° gegen den Beschluss, durch den der Ständige Ausschuss mit der Erteilung bzw. Verweigerung der Genehmigung eines der in Artikel 18 erwähnten Beschlüsse das Gesetz, binnen zehn Tagen nach diesem Beschluss bei der Exekutive erheben;

2° gegen einen dieser Beschlüsse wegen Verletzung des Gesetzes — wenn der Ständige Ausschuss sich nicht bei Ablauf der in Artikel 19 festgelegten Frist geäußert hat — binnen zehn Tagen nach diesem Termin bei der Exekutive erheben.

Dieser Einspruch wird dem Ständigen Ausschuss und der Gemeinde in der in Absatz 1 festgelegten Frist notifiziert.

Art. 21. Der Einspruch des Gouverneurs schiebt den Genehmigungspflichtigen Beschluss auf. Dieser Beschluss wird rechtskräftig, wenn die Exekutive binnen dreissig Tagen nach Übermittlung des Einspruchs an den Ständigen Ausschuss und an die Gemeinde die Genehmigung dieses Beschlusses nicht verweigert hat.

Abschnitt 3. — Zwangsmassnahmen

Art. 22. In allen Fällen, in denen der Gemeinderat sich weigern sollte, verbindliche Ausgaben, die aufgrund des Gesetzes zu seinen Lasten gehen, ganz oder teilweise in den Haushaltsplan aufzunehmen, trägt der Ständige Ausschuss diese nach Einholen der Erklärungen des Gemeinderates von Amts wegen im erforderlichen Grösßenverhältnis darin ein.

Art. 23. Wenn der Gemeinderat nach zwei aufeinanderfolgenden brieflichen Verwarnungen versäumt, ausreichende Einnahmen in den Haushaltsplan einzutragen, um eine anerkannte und fällige bzw. aus einem Beschluss in letzter Instanz der ordentlichen und Verwaltungsgerichtsbarkeit hervorgehende Gemeindeschuld zu begleichen, dann wird die Angelegenheit vom Ständigen Ausschuss behandelt. Zu diesem Zweck ordnet dieser mit der Genehmigung der Exekutive die Erhebung jeglicher Zusatzsteuer auf die in der Gemeinde gezahlten direkten Steuern an.

Art. 24. Falls die Anweisung der aufgrund des Gesetzes den Gemeinden zu Lasten gehenden Ausgaben verweigert oder verzögert wird, berät der Ständige Ausschuss nach vorherigen Einholen der Erklärungen des Gemeinderates darüber und ordnet gegebenenfalls die sofortige Zahlung der Summe an.

KAPITEL III. — Einsprüche

Art. 25. § 1. Die Gemeindebehörde, deren Beschluss vom Ständigen Ausschuss annulliert wird, kann innerhalb dreissig Tagen, nachdem ihr die Annullierung notifiziert worden ist, einen Einspruch gegen den Annullierungsbeschluss bei der Exekutive einlegen.

§ 2. Jedes Mitglied des Gemeindepersonals, das Gegenstand eines Absetzungsbeschlusses ist, der nicht vom Ständigen Ausschuss annulliert worden ist, kann einen Einspruch gegen diesen Beschluss bei der Exekutive einlegen.

Das Mitglied des Gemeindepersonals, das Gegenstand einer Absetzungsmassnahme ist, wird unverzüglich informiert über das Datum, an dem der Absetzungsbeschluss der Gemeindebehörde dem Ständigen Ausschuss notifiziert wird, sowie über die Tatsache, dass die Aufsichtsbehörde diese Absetzungsmassnahme nicht annulliert hat.

Der Einspruch muss innerhalb dreissig Tagen nach der in Artikel 13 vorgesehenen Frist eingelegt werden.

§ 3 Der Einspruch bei der Exekutive hat keine aufschiebende Wirkung.

Art. 26. § 1. Die Gemeindebehörde, die sich die Verweigerung einer Genehmigung durch eine Aufhebung oder eine Zwangsmassnahme des Ständigen Ausschusses benachteiligt fühlt, kann innerhalb dreissig Tagen, nachdem ihr der Beschluss notifiziert worden ist, einen Einspruch gegen diesen Beschluss bei der Exekutive einlegen.

§ 2. Bei einer in Titel II, Kapitel II, Abschnitt 3, Artikel 22 und 24 erwähnten Zwangsmassnahme schiebt der Einspruch den Beschluss des Ständigen Ausschusses auf.

Art. 27. Die Beschlüsse bezüglich der Einsprüche werden binnen dreissig Tagen, nachdem die Exekutive den Einspruch erhalten hat, gefasst. Sie werden auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

TITEL III. — Aufsicht über die Provinzen

KAPITEL I. — Allgemeine Aufsicht

Abschnitt 1. — Annullierung

Art. 28. Die Exekutive kann den Akt, durch den eine Provinzialbehörde, die in dieser Eigenschaft handelt, das Gesetz verletzt oder gegen das Allgemeininteresse verstösst, annullieren.

Die Annullierungsfrist beträgt fünfzig Tage ab dem Tag, an dem die Exekutive den Akt erhalten hat.

Der Annullierungserlass wird auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Abschnitt 2. — Aufschub

Art. 29. Die Exekutive kann die Durchführung des Akts, durch den eine Provinzialbehörde, die in dieser Eigenschaft handelt, das Gesetz verletzt oder gegen das Allgemeininteresse verstösst, durch einen Beschluss aufschieben, und zwar für eine Dauer, die die eventuell verlängerte Frist, die ihr für die Annullierung des besagten Akts bewilligt wird, nicht überschreitet.

Die Behörde, deren Akt ordnungsgemäss aufgeschoben wird, kann ihn zurückziehen.

Der Aufschub gilt ab dem Tag, an dem die Provinzialbehörde den Erlass der Exekutive erhalten hat.

Abschnitt 3. — Einspruch des Gouverneurs

Art. 30. Der Gouverneur muss seinen Einspruch gegen den Beschluss, durch den eine Provinzialbehörde, die in dieser Eigenschaft handelt, das Gesetz verletzt, bei der Exekutive erheben.

Der Einspruch des Gouverneurs muss binnen zehn Tagen nach dem Provinzialbeschluss erhoben und der Provinzialbehörde sowie den Betreffenden notifiziert werden.

Art. 31. Die Exekutive kann den Akt, gegen den der Gouverneur Einspruch einlegt, binnen fünfzig Tagen nach dessen Empfang annullieren.

Der Annullierungserlass wird auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

KAPITEL II. — Besondere Aufsicht

Abschnitt 1. — Genehmigung

Art. 32. Die Beschlüsse des Provinzialrates über folgende Gegenstände bedürfen der Genehmigung der Exekutive :

- 1° den provinziellen Haushaltsplan, den Haushaltsplan der Regien und die Änderungen des Haushaltsplans;
- 2° die Gehälter und die Pensionen der Mitglieder des Ständigen Ausschusses;
- 3° den Stellenplan und das Verwaltungsstatut der Bediensteten der Provinz;
- 4° das Besoldungsstatut und die Gehaltsstufen der Bediensteten der Provinz;
- 5° das Pensionssystem der Bediensteten der Provinz;
- 6° die Einrichtung — als Regie — und die Ausgangsbilanz der Provinzialeinrichtungen und dienste industrieller oder kommerzieller Natur, die unabhängig von den allgemeinen Dienststellen der Provinz verwaltet werden.

Die Genehmigung kann nur wegen Verletzung des Gesetzes oder Verstosses gegen das Allgemeininteresse verweigert werden.

Die Exekutive kann die Beschlüsse, die ihrer Genehmigung bedürfen, teilweise genehmigen, falls es unter den verschiedenen Bestimmungen, die darin enthalten sind, keine engen Zusammenhänge gibt.

Art. 33. Jeder Erlass, den die Exekutive aufgrund von Artikel 32 beschliesst, muss binnen fünfzig Tagen nach Empfang des genehmigungspflichtigen Beschlusses erfolgen. Er wird auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht. Nach Ablauf dieser Frist ist der Beschluss rechtskräftig, insofern er nicht Gegenstand einer Genehmigungsverweigerung gewesen ist.

Abschnitt 2. — Zwangsmassnahmen

Art. 34. Wenn der Provinzialrat die zur Zahlung der verbindlichen Ausbagen — die aufgrund des Gesetzes zu Lasten der Provinz gehen — erforderlichen Summen nicht ganz bzw. teilweise in den Haushaltsplan einträgt, dann lässt die Exekutive nach vorherigen Einholen der Erklärungen des Ständigen Ausschusses die nötigen Eintragungen darin vornehmen; wenn in diesem Fall die provinziellen Mittel nicht ausreichen, wird ein Dekret dafür sorgen.

Art. 35. Falls die Anweisung der aufgrund des Gesetzes den Provinzen zu Lasten gehenden Ausgaben verweigert oder verzögert wird, ordnet die Exekutive nach vorherigem Einholen der Erklärungen des Ständigen Ausschusses gegebenenfalls die sofortige Zahlung der Ausgabe an.

Art. 36. Die Akte der Provinzialräte und der Ständigen Ausschüsse, die nach Ablauf der in den Artikeln 28 und 33 erwähnten Frist nicht annulliert worden wären, sowie die Akte der Exekutive, die als Aufsichtsbehörde handelt, dürfen nur vom Regionalrat annulliert werden, es sei denn, es wird ein Einspruch beim Staatsrat erhoben.

TITEL IV. — Aufsicht über die Interkommunalen

KAPITEL I. — Allgemeine Aufsicht. — Annullierung

Art. 37. Die Exekutive kann den Akt einer Behörde der Interkommunalen, die das Gesetz verletzt oder gegen das Allgemeininteresse verstösst, annullieren. Die Annullierungsfrist beträgt fünfzig Tage ab dem Tag, an dem die Exekutive den Akt erhalten hat. Sie wird auf hundertachtzig Tage verlängert für die Beschlüsse, die den Jahresabschluss der Vereinigung genehmigen.

KAPITEL II. — *Besondere Aufsicht. — Genehmigung*

Art. 38. Folgende Punkte bedürfen der Genehmigung der Exekutive :

- 1° die Statuten der Interkommunalen und ihre Abänderungen;
- 2° der Stellenplan und das Verwaltungsstatut der Bediensteten der Interkommunalen;
- 3° das Besoldungsstatut und die Gehaltsstufen der Bediensteten der Interkommunalen.

Art. 39. Jeder Erlass der Exekutive, der aufgrund von Artikel 38 beschlossen wird, muss binnen fünfzig Tagen, nachdem sie den genehmigungspflichtigen Akt erhalten hat, erfolgen.

Nach Ablauf dieser Frist ist der Akt rechtskräftig, wenn er nicht Gegenstand einer Genehmigungsverweigerung gewesen ist.

TITEL V. — *Aufhebungs- und Übergangsbestimmungen*

Art. 40. Folgende Artikel bzw. Absätze werden aufgehoben, sofern sie Bestimmungen für die Aufsicht über die Akte der in Artikel 1 erwähnten Gemeinden, Provinzen und Interkommunalen der Wallonische Region enthalten :

§ 1. Im Gemeindegesetz vom 30. März 1836 :

- 1° Artikel 74;
- 2° Artikel 76, Absatz, 1 Nr. 3, eingefügt durch das Gesetz vom 30. Juni 1885, abgeändert durch die Gesetze vom 30. Dezember 1887, vom 22. Dezember 1953 und vom 27. Mai 1975;
- 3° Artikel 76, Absatz 2, ersetzt durch das Gesetz vom 3. Dezember 1984;
- 4° Artikel 77, Absatz 1 Nrn 8 und 9, Absatz 2 und Absätze 3bis6, abgeändert durch den Königlichen Erlaß Nr. 33 vom 10. November 1934, das Gesetz vom 27. Mai 1975 und das Dekret des Wallonischen Regionalrates vom 5. Dezember 1984;
- 5° Artikel 77bis, eingefügt durch das Dekret des Wallonischen Regionalrates vom 5. Dezember 1984;
- 6° Artikel 82bis, § 2, eingefügt durch das Gesetz vom 14. Juli 1976 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 18. Mai 1980, und § 4, eingefügt durch das Gesetz vom 14. Juli 1976;
- 7° Artikel 84, § 1, Absätze 2bis 5, ersetzt durch das Gesetz vom 1. März 1977, Absatz 6, hinzugefügt durch das Gesetz vom 3. Dezember 1984, und § 1bis, eingefügt durch das Dekret des Wallonischen Regionalrates vom 15. Dezember 1983 und ersetzt durch das Dekret vom 2. Juli 1987;
- 8° Artikel 85, Absätze 2 und 3, hinzugefügt durch das Gesetz vom 30. Juli 1903;
- 9° Artikel 85bis, eingefügt durch das Gesetz vom 30. Juli 1903;
- 10° Artikel 88, ersetzt durch das Gesetz vom 27. Juni 1962;
- 11° Artikel 87, § 1, eingeführt durch das Gesetz vom 9. August 1988, so wie er durch die Gesetze vom 27. Juni 1982 und vom 1. März 1977 abgeändert worden ist;
- 12° Artikel 87bis, eingefügt durch das Dekret des Wallonischen Regionalrates vom 15. Dezember 1983 und abgeändert durch das Dekret vom 15. Januar 1987;
- 13° Artikel 88, § 1, eingefügt durch das Gesetz vom 9. August 1988, so wie er durch die Gesetze vom 30. Dezember 1887 und vom 27. Mai 1975 abgeändert worden ist;
- 14° Artikel 88bis, eingefügt durch das Dekret des Wallonischen Regionalrates vom 9. März 1983;
- 15° Artikel 93, Absätze 4 und 5, hinzugefügt durch das Gesetz vom 30. Juli 1903;
- 16° Artikel 94, abgeändert durch das Gesetz vom 27. Mai 1975;
- 17° Artikel 109, Absätze 2 und 3, ersetzt durch das Gesetz vom 14. Februar 1961, und die Absätze 5 bis 8, ersetzt durch das Gesetz vom 3. Juni 1957;
- 18° Artikel 109bis, Absatz 2, eingefügt durch den Königlichen Erlaß Nr. 124 vom 27. Februar 1935 und abgeändert durch das Gesetz vom 27. Mai 1975;
- 19° Artikel 111, § 1, Absatz 1, abgeändert durch die Gesetze vom 3. Juni 1957 und vom 27. Juli 1961, sowie § 1bis, eingefügt durch das Dekret des Wallonischen Regionalrates vom 15. Dezember 1984;
- 20° Artikel 114, Absatz 1, Nr. 1, ersetzt durch das Gesetz vom 29. Juni 1976;
- 21° Artikel 114bis, Absätze 1bis3, eingefügt durch den Königlichen Erlaß Nr. 33 vom 10. November 1934;
- 22° Artikel 122, Absatz 1, ersetzt durch das Gesetz vom 3. Juni 1957 und abgeändert durch das Gesetz vom 27. Juli 1961 und durch das Dekret des Wallonischen Regionalrates vom 15. Dezember 1984, Absatz 4, ersetzt durch das Gesetz vom 3. Juli 1957;
- 23° Artikel 133, ersetzt durch das Gesetz vom 7. Mai 1877;
- 24° Artikel 139bis, Absatz 2, hinzugefügt durch das Gesetz vom 14. Juli 1983;
- 25° Artikel 141, Absätze 1 und 2, abgeändert durch den Königlichen Erlaß Nr. 33 vom 10. November 1934 und das Gesetz vom 27. Mai 1975 und Absatz 4;
- 26° Artikel 143;
- 27° Artikel 144, Absätze 1 und 2;
- 28° Artikel 145;
- 29° Artikel 147, Absatz 1, abgeändert durch die Gesetze vom 7. Mai 1877, vom 28. Dezember 1883 und vom 20. September 1884;
- 30° Artikel 178, § 1, Absatz 4 und § 2, Absatz 3, eingefügt durch das Gesetz vom 11. Februar 1986;
- 31° Artikel 180, Absatz 3, eingefügt durch das Gesetz vom 11. Februar 1986;
- 32° Artikel 187, § 4, eingefügt durch das Gesetz vom 11. Februar 1986;
- 33° Artikel 188, Absatz 2, eingefügt durch das Gesetz vom 11. Februar 1986.

§ 2. Im Provinzialgesetz vom 30. April 1836 :

- 1° Artikel 65, Absatz 3, ersetzt durch das Gesetz vom 6. Juli 1987;
- 2° Artikel 86, abgeändert durch die Gesetze vom 27. Mai 1870, vom 26. Februar 1958, vom 24. April 1958, vom 27. Mai 1975, vom 10. Juli 1979 und vom 4. Dezember 1984;
- 3° Artikel 87, abgeändert durch das Gesetz vom 27. Mai 1975;
- 4° Artikel 87bis, eingefügt durch das Dekret des Wallonischen Regionalrates vom 11. Mai 1984;
- 5° Artikel 88, abgeändert durch das Gesetz vom 27. Mai 1870 und das Gesetz vom 27. Mai 1975;
- 6° Artikel 88bis, eingefügt durch das Dekret des Wallonischen Regionalrates vom 11. Mai 1984;

- 7° Artikel 89, abgeändert durch das Gesetz vom 27. Mai 1975;
- 8° Artikel 89*bis*, eingefügt durch das Dekret des Wallonischen Regionalrates vom 11. Mai 1984;
- 9° Artikel 91, Absatz 2;
- 10° Artikel 110;
- 11° Artikel 114*bis*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß Nr. 24 vom 26. Juli 1939;
- 12° Artikel 116, ersetzt durch das Gesetz vom 6. Januar 1984, sofern er sich auf die Artikel 89 und 91, Absatz 2 bezieht;
- 13° Artikel 125, abgeändert durch das Gesetz vom 27. Mai 1975;
- 14° Artikel 125*bis*, eingefügt durch das Dekret des Wallonischen Regionalrates vom 11. Mai 1984;
- 15° Artikel 127.

Art. 41. Folgende Artikel werden aufgehoben :

§ 1. Artikel 71, § 1, Absätze 3 bis 7 des Gesetzes vom 14. Februar 1961 über den Wirtschaftsaufschwung, den sozialen Fortschritt und die Sanierung der Finanzen, so wie er durch das Gesetz vom 27. Juli 1961 abgeändert und durch die Dekrete des Wallonischen Regionalrates vom 15. Februar 1984 und vom 2. Juli 1987 ergänzt worden ist.

§ 2. Im Gesetz vom 22. Dezember 1986 über die Interkommunalen :

- 1° Artikel 20;
- 2° Artikel 28, Absatz 3.

§ 3. Im Dekret des Wallonischen Regionalrates vom 5. November 1987 über die interkommunalen Vereinigungen, deren Gebiet die Grenzen der Wallonischen Region nicht überschreitet;

- 1° Artikel 5;
- 2° Artikel 6;
- 3° Artikel 7;
- 4° Artikel 8;

§ 4. Im Regentenerlass vom 18. Juni 1946 über die Finanzgebarung der Gemeinderegien :

- 1° Artikel 5, Absatz 2;
- 2° Artikel 13;
- 3° Artikel 33;

Art. 42. Im bezug auf die Ausübung der allgemeinen Aufsicht sowie auf die von der Aufsichtsbehörde zu erteilenden Gutachten, Zustimmungen und Genehmigungen und die Einsprüche gegen diese Beschlüsse unterliegen die Beschlüsse, Resolutionen, Entscheidungen und Akte, die von den in Artikel 1 erwähnten Gemeinden, Provinzen und Interkommunalen vor Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets gefasst bzw. getroffen worden sind, weiterhin den einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen, die vor Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets galten.

Die Einsprüche, die aufgrund der Artikel 178, § 1, 178, § 2, Absatz 3, 180, Absatz 3, 187, § 4 und 188, Absatz 3 des Gemeindegesetzes vom 30. März 1836 eingelegt worden sind und über die noch keine endgültige administrative oder richterliche Entscheidung getroffen worden ist, werden dem Ständigen Ausschuss des Provinzialrates vorgelegt.

Art. 43. Das vorliegende Dekret tritt am 1. Oktober 1989 in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus, und ordnen, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namür, 20. Juli 1989.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Lokalen Behörden, der Bezuschußten Arbeiten und des Wassers für die Wallonische Region,

A. COOLS

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und des Transportwesens für die Wallonische Region,

A. DALEM

Der Minister der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur, der Industriezonen und der Beschäftigung für die Wallonische Region,

E. HISMANS

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten für die Wallonische Region,

A. BAUDSON

Der Minister der Raumordnung, der Forschung, der Technologien und der Auswärtigen Beziehungen für die Wallonische Region,

A. LIENARD

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 89 — 1669

20 JULI 1989. — Decreet houdende organisatie van het toezicht op de gemeenten, de provincies en op de intercommunales van het Waalse Gewest

De Waalse Gewestexecutieve heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Algemene bepalingen**HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied****Artikel 1.** — Dit decreet houdt regeling van het gewoon administratief toezicht :¹ op de gemeenten van het Waalse Gewest, met uitzondering van de gemeenten van het Duitse taalgebied en van de stad Komen-Waasten;² op de provincies Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen;³ op de verenigingen van gemeenten, hierna genoemd « intercommunales », waarvan het rechtsgebied de grenzen van het Waalse Gewest niet overschrijdt, met uitzondering van die waarvan het Gewest deel uitmaakt.**HOOFDSTUK II. — Termijnen****Art. 2.** De dag waarop de beslissing wordt ontvangen, die het begin van de termijn aangeeft, maakt geen deel uit die termijn.**Art. 3.** De vervalddag behoort tot de termijn. Valt die dag op een zaterdag, een zondag of een feestdag, dan wordt de vervalddag op de volgende werkdag gebracht.

Onder feestdagen dient in de zin van dit decreet te worden verstaan de volgende dagen : 1 januari, Paasmaandag, 1 mei, Hemelvaartdag, Pinkstermaandag, 21 juli, 15 augustus, 27 september, 1, 2, 11 en 15 november, 25 en 26 december, alsmede de bij decreet of besluit van de Executieve bepaalde dagen.

Art. 4. Elke toezichthoudende overheid kan bij besluit de termijn die haar wordt verleend om haar macht uit te oefenen, verlengen met een maximumduur gelijk aan de helft van die termijn.**HOOFDSTUK III. — Informatie van de toezichthoudende overheid****Art. 5.** De Executieve bepaalt welke akten aan de toezichthoudende overheid moeten worden toegezonden alsmede de termijn binnen welke zij moeten worden toegezonden.

De toezichthoudende overheid kan, zowel ter plaatse als per brief, alle inlichtingen of gegevens inwinnen of laten inwinnen die dienstig zijn voor het onderzoek van dossiers die tot haar bevoegdheid behoren.

HOOFDSTUK IV. — Gronden van de toezichtsakten en beroepen**Art. 6.** Elk besluit van de toezichthoudende overheid tot vernietiging, schorsing, niet-goedkeuring, hervorming of die een maatregel tot vervanging van een besluit bevat, moet in de tekst ervan zelf met redenen omkleed worden.

Dat geldt ook voor elk besluit van de toezichthoudende overheid tot verlenging van een termijn.

Art. 7. Elk krachtens dit decreet uitgeoefend beroep moet met redenen omkleed worden.**HOOFDSTUK V. — Kennisgevingen****Art. 8.** Elk door de toezichthoudende overheid genomen besluit moet aan de onder toezicht geplaatste overheid en, in voorkomend geval, aan de betrokkenen medegedeeld worden.**Art. 9.** Die kennisgeving gebeurt schriftelijk. Dit geschrift moet op straffe van nietigheid van het betekende besluit, ten laatste op de dag waarop de termijn vervalt, toegezonden worden.**HOOFDSTUK VI. — Sturen van een bijzondere commissaris****Art. 10.** De toezichthoudende overheid kan bij besluit een bijzondere commissaris aanwijzen wanneer de gemeente, de provincie of de intercommunale verzuimd heeft de gevraagde inlichtingen of gegevens te verschaffen of de maatregelen ten uitvoer te brengen die zijn voorgeschreven bij de wetten, decreten, besluiten, verordeningen of statuten of bij een beslissing die in kracht van gewijsde is gegaan.

De bijzondere commissaris wordt ertoe gemachtigd in plaats van de in gebreke gebleven overheid alle nodige maatregelen te treffen binnen de perken van het mandaat dat hem krachtens zijn aanwijzingsbesluit werd gegeven.

Art. 11. Vóór het sturen van een bijzondere commissaris moet de toezichthoudende overheid :¹ bij aangetakende brief een met redenen omklede waarschuwing aan de bedoelde overheid sturen, waarin uitgelegd wordt wat haar wordt gevraagd of welke maatregelen zij verzuimt te nemen;² in dezelfde waarschuwing, die overheid een bepaalde en redelijke termijn geven om op het verzoek die haar werd toegezonden te antwoorden, om haar houding te verantwoorden, of te bevestigen of om de voorgeschreven maatregelen te nemen.*Zitting 1988-1989:**Stukken van de Raad, 104 (1988-1989). Nrs. 1 tot 7.**Volledig verslag. Openbare vergadering van 7 juli 1989. Bespreking. — Stemming.*

Art. 12. De kosten, honoraria of wedden met betrekking tot de uitvoering van de opdracht van die commissaris vallen ten laste van de personen die in de uitvoering van hun opdracht of van hun mandaat in gebreke zijn gebleven.

De invordering van die kosten wordt zoals inzake directe belastingen, uitgevoerd door de ontvanger van de directe belastingen, nadat de toezichthoudende overheid het bevelschrift uitvoerbaar heeft verklaard.

TITEL II. — Toezicht op de gemeenten

HOOFDSTUK I. — Algemeen toezicht

Afdeling 1. — De vernietiging

Art. 13. De Executieve of de bestendige deputatie van de provincieraad kan de beslissing vernietigen waarbij een gemeenteoverheid de wet schendt of het algemeen belang schaadt.

De vernietigingstermijn bedraagt vijftig dagen te rekenen vanaf de ontvangst van het besluit door de bestendige deputatie.

Het vernietigingsbesluit wordt bij uittreksel bekendgemaakt, in het *Belgisch Staatsblad* of in het *Bestuursmemoriaal*, naargelang het geval.

Art. 14. De beslissingen waarbij het college van burgemeester en schepenen opdrachten voor de aanneming van werken, leveringen en diensten gunt, worden alleen uitvoerbaar verklaard met ingang van de dag waarop die beslissingen niet meer vatbaar zijn voor vernietiging.

Het eerste lid is niet van toepassing op de onderhandse opdrachten bedoeld in artikel 17, § 2, 6° van de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor de aanneming van werken, leveringen en diensten.

In afwijking van artikel 13, bedraagt de vernietigingstermijn voor de besluiten bedoeld in het tweede lid veertig dagen te rekenen vanaf de ontvangst van het besluit door de bestendige deputatie.

Afdeling 2. — Schorsing

Art. 15. De bestendige deputatie kan bij besluit de uitvoering schorsen van een besluit waarbij een gemeenteoverheid de wet schendt of het algemeen belang schaadt, en zulks voor een duur die de vervalddag van de eventueel verlengde termijn die haar werd verleend om dit besluit te vernietigen, niet overschrijdt.

De overheid wier besluit regelmatig geschorst wordt, kan het intrekken.

De schorsing heeft uitwerking de dag waarop de gemeenteoverheid het besluit van de bestendige deputatie ontvangt.

Afdeling 3. — Het beroep van de gouverneur

Art. 16. De gouverneur wordt ertoe gehouden zijn beroep in te stellen bij de Executieve :

1° tegen het besluit waarbij de bestendige deputatie de wet schendt wanneer zij een besluit van een gemeenteoverheid vernietigt, binnen tien dagen na dat besluit;

2° tegen het besluit van een gemeenteoverheid die de wet schendt wanneer de bestendige deputatie verzuimt binnen tien dagen na, hetzij de vervalddag van de vernietigingstermijn, hetzij van de beraadslaging waarbij de bestendige deputatie beslist haar onthouding aan de betrokkenen te betekenen, de vernietiging van dit besluit uit te spreken.

De gouverneur brengt zijn beroep ten laatste op de laatste dag van de termijn voor de indiening van het beroep ter kennis van de bestendige deputatie, van de gemeente en van de betrokkenen.

Art. 17. De Executieve kan binnen dertig dagen na ontvangst van het beroep van de gouverneur het besluit vernietigen waartegen, zowel voor schending van de wet als voor het schaden van het algemeen belang, beroep ingesteld werd.

Het vernietigingsbesluit wordt in het *Belgisch Staatsblad* bij uittreksel bekendgemaakt.

HOOFDSTUK II. — Bijzonder toezicht

Afdeling 1. — De goedkeuring

Art. 18. Worden de bestendige deputatie ter goedkeuring voorgelegd, de besluiten van de gemeenteraad met betrekking tot :

1° de gemeentebegroting, de begrotingen van de gemeentebedrijven, de budgettaire wijzigingen, de gemeenterekeningen, de rekeningen van de gemeentebedrijven en de overschrijvingen van uitgavekredieten;

2° de personeelsformatie en het administratief statuut van het gemeentepersoneel;

3° de bezoldigingsregeling en de weddeschalen van het gemeentepersoneel;

4° de pensioenregeling van het gemeentepersoneel;

5° het in gemeentebedrijf vestigen en de initiële balans van de gemeentelijke industriële of handelsinstellingen en -diensten die buiten de algemene diensten van de gemeente zullen worden beheerd.

De goedkeuring kan alleen voor schending van de wet of benadeling van het algemeen belang geweigerd worden.

De bestendige deputatie en de Executieve kunnen op vordering van de gouverneur de hun ter goedkeuring voorgelegde beslissingen gedeeltelijk goedkeuren wanneer de verschillende bepalingen die zij bevatten geen wederzijdse samenhang hebben.

Art. 19. Elk besluit dat krachtens artikel 18 door de bestendige deputatie genomen wordt moet geschieden binnen vijftig dagen na ontvangst door de deputatie van het ter goedkeuring voorgelegde besluit. Die termijn wordt op tachtig dagen gebracht voor de beraadslagingen met betrekking tot de rekeningen.

Het besluit wordt bekendgemaakt bij uittreksel in het *Bestuursmemoriaal*.

Na het verstrijken van die termijn wordt dit besluit, indien het niet het voorwerp is van een weigering van goedkeuring en behoudens het beroep van de gouverneur, uitvoerbaar verklaard.

Afdeling 2. — Het beroep van de gouverneur

Art. 20. De gouverneur wordt ertoe gehouden bij de Executieve op te komen :

- 1° tegen het besluit waarbij de bestendige deputatie de wet schendt door, binnen tien dagen na dit besluit, één van de in artikel 18 vermelde beslissingen goed te keuren of te weigeren goed te keuren;
- 2° tegen één van de beslissingen wegens schending van de wet wanneer de bestendige deputatie op het vervallen van de in artikel 19 bepaalde termijn geen beslissing heeft genomen binnen tien dagen na die vervalddag.

Dit beroep wordt binnen de in het eerste lid bedoelde termijn ter kennis gebracht van de bestendige deputatie en van de gemeente.

Art. 21. Het beroep van de gouverneur schorst de ter goedkeuring voorgelegde beslissing.

Die beslissing wordt uitvoerbaar verklaard indien de Executieve, binnen dertig dagen na het sturen van het beroep naar de bestendige deputatie en naar de gemeente, niet geweigerd heeft die beslissing goed te keuren.

Afdeling 3. — Maatregelen van ambtswege

Art. 22. Telkens als de gemeenteraad de verplichte uitgaven die krachtens de wet ten laste van de gemeente komen, geheel of gedeeltelijk weigert op de begroting te brengen, wordt het vereiste bedrag ambtshalve daarop uitgetrokken door de bestendige deputatie, nadat zij inlichtingen bij de gemeenteraad heeft ingewonnen.

Art. 23. Blijft de gemeenteraad in gebreke op de begroting voldoende ontvangsten te brengen tot betaling van een gemeenteschuld die erkend en opeisbaar is of die voortvloeit uit een beslissing in laatste aanleg gewezen door de gewone of de administratieve rechtspraak, dan wordt na twee achtereenvolgende uit de briefwisseling blijvende waarschuwingen, daarin voorzien door de bestendige deputatie die ten dien einde, en met goedkeuring van de Executieve, gelast een bepaald aantal opcentiemen te heffen op de in de gemeente betaalde directe belastingen.

Art. 24. Bij weigering van of vertraging in het betaalbaar stellen van het bedrag van de uitgaven die de wet aan de gemeenten oplegt, beraadslaagt de bestendige deputatie daarover nadat zij de inlichtingen van de gemeenteraad heeft ingewonnen, en beveelt zo nodig onmiddellijke betaling.

HOOFDSTUK III. — De beroepen

Art. 25. § 1. De gemeenteoverheid waarvan het besluit door de bestendige deputatie wordt vernietigd kan, binnen dertig dagen na kennisgeving die haar ervan wordt gedaan, tegen het vernietigingsbesluit beroep instellen bij de Executieve.

§ 2. Elk lid van het gemeentepersoneel dat het voorwerp is van een afzettingsbeslissing die door de bestendige deputatie niet vernietigd werd, kan tegen die beslissing beroep instellen bij de Executieve.

Het lid van het gemeentepersoneel tegen wie een afzetting wordt uitgesproken, wordt onmiddellijk op de hoogte gebracht van de datum waarop de afzettingsbeslissing van de gemeenteoverheid ter kennis van de bestendige deputatie wordt gebracht alsmede van de niet-vernietiging door de toezichthoudende overheid van die afzetting.

Het beroep moet binnen dertig dagen na het vervallen van de in artikel 13 voorziene termijn ingesteld worden.

§ 3. Het bij de Executieve ingestelde beroep schorst niet de tenuitvoerlegging.

Art. 26. § 1. De gemeenteoverheid die oordeelt dat zij door een weigering van goedkeuring, een hervorming of een maatregel van ambtswege van de bestendige deputatie wordt benadeeld, kan binnen dertig dagen te rekenen vanaf de kennisgeving die haar ervan wordt gedaan bij de Executieve in beroep gaan tegen die beslissing.

§ 2. In geval van een maatregel van ambtswege bedoeld in titel II, hoofdstuk II, afdeling 3, artikelen 22 en 24, schorst het beroep de beslissing van de bestendige deputatie.

Art. 27. De beslissingen op beroep worden uitgesproken binnen dertig dagen na ontvangst van dit beroep door de Executieve. Ze worden bekendgemaakt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad*.

TITEL III. — Toezicht op de provincies**HOOFDSTUK I. — Algemeen toezicht***Afdeling 1. — De vernietiging*

Art. 28. De Executieve kan de beslissing vernietigen waarbij een provincieoverheid, die in die hoedanigheid handelt, de wet schendt of het algemeen belang schaadt.

De vernietigingstermijn bedraagt vijftig dagen te rekenen vanaf de ontvangst van het besluit door de Executieve.

Het vernietigingsbesluit wordt bekendgemaakt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad*.

Afdeling 2. — De schorsing

Art. 29. De Executieve kan bij besluit de uitvoering schorsen van de beslissing waarbij een provincieoverheid, die in die hoedanigheid handelt, de wet schendt of het algemeen belang schaadt, en zulks voor een duur die het vervallen van de eventueel verlengde termijn die haar wordt verleend om die akte te vernietigen, niet overschrijdt.

De overheid wier besluit regelmatig wordt geschorst, kan het intrekken.

De schorsing heeft uitwerking de dag waarop de provincieoverheid het besluit van de Executieve ontvangt.

Afdeling 3. — Het beroep van de gouverneur

Art. 30. De gouverneur moet bij de Executieve in beroep gaan tegen de beslissing waarbij een provincieoverheid, die in die hoedanigheid handelt, de wet schendt.

Het beroep van de gouverneur moet binnen tien dagen na de provinciale beslissing worden genomen en betekent aan de provincieoverheid en aan de betrokkenen.

Art. 31. De Executieve kan binnen vijftig dagen na ontvangst van het beroep van de gouverneur de beslissing die het voorwerp is van het beroep, vernietigen.

Het vernietigingsbesluit wordt bekendgemaakt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad*.

HOOFDSTUK II. — *Bijzonder toezicht**Afdeling 1. — De goedkeuring*

Art. 32. Worden de Executieve ter goedkeuring voorgelegd de beslissingen van de provincieraad met betrekking tot :

- 1° de provinciebegroting, de begroting van de provinciebedrijven en de budgettaire wijzigingen;
- 2° de wedden en pensioenen van het personeel van de bestendige deputatie;
- 3° de personeelsformatie en het administratief statuut van het provinciepersoneel;
- 4° de bezoldigingsregeling en de weddeschalen van het provinciepersoneel;
- 5° de pensioenregeling van het personeel van de provincie;
- 6° het in provinciebedrijven vestigen en de initiële balans van de provinciale industriële of handelsinstellingen en -diensten die buiten de algemene provinciediensten beheerd zullen worden.

De goedkeuring kan alleen voor schending van de wet of schaden van het algemeen belang geweigerd worden.

De Executieve kan de haar ter goedkeuring voorgelegde beslissingen gedeeltelijk goedkeuren, wanneer de verschillende bepalingen die zij bevatten geen wederzijdse samenhang erop hebben.

Art. 33. Elk besluit dat krachtens artikel 32 door de Executieve genomen wordt, moet geschieden binnen vijftig dagen na ontvangst van de ter goedkeuring voorgelegde beslissing. Het besluit wordt bekendgemaakt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad*.

Na het verstrijken van die termijn wordt de beslissing uitvoerbaar verklaard indien zij niet het voorwerp is van een weigering van goedkeuring.

Afdeling 2. — Maatregelen van ambtswege

Art. 34. Wanneer de provincieraad de sommen die krachtens de wet ten laste van de provincie komen en die tot betaling van verplichte uitgaven noodzakelijk zijn, geheel of gedeeltelijk niet op de begroting brengt, worden de nodige budgettaire inschrijvingen daarop uitgetrokken door de Executieve, nadat deze de verklaringen van de bestendige deputatie heeft gehoord; indien, in dit geval, de provinciale geldmiddelen ontoereikend zijn, dan wordt daarin voorzien door een decreet.

Art. 35. Bij weigering van of vertraging in het betaalbaar stellen van het bedrag van de uitgaven die de wet aan de provincies oplegt, beraadslaagt de Executieve daarover nadat zij de inlichtingen van de bestendige deputatie heeft gehoord, en beveelt zo nodig onmiddellijke betaling.

Art. 36. De beslissingen van de provincieraden en van de bestendige deputaties die na het verstrijken van de in de artikelen 28 en 33 bedoelde termijnen niet vernietigd zouden worden, alsmede de besluiten van de Executieve, welke als toezichhoudende overheid handelt kunnen, behoudens beroep bij de Raad van State, alleen door de Gewestraad vernietigd worden.

TITEL IV. — Toezicht op de intercommunales

HOOFDSTUK I. — *Algemeen vernietigingstoezicht*

Art. 37. De Executieve kan de beslissing vernietigen van een overheid van de intercommunale vereniging die de wet schendt of het algemeen belang schaadt.

De vernietigingstermijn bedraagt vijftig dagen te rekenen vanaf de ontvangst van de beslissing door de Executieve. Die termijn wordt op honderd tachtig dagen gebracht voor de beslissingen houdende goedkeuring van de jaarrekeningen van de vereniging.

HOOFDSTUK II. — *Bijzonder goedkeuringstoezicht*

Art. 38. Worden de Executieve ter goedkeuring voorgelegd :

- 1° de statuten van de intercommunale vereniging en hun wijzigingen;
- 2° de personeelsformatie en het administratief statuut van het personeel van de intercommunale;
- 3° de bezoldigingsregeling en de weddeschalen van het personeel van de intercommunale.

Art. 39. Elk besluit van de Executieve genomen krachtens artikel 38 moet geschieden binnen vijftig dagen na ontvangst door de Executieve van de ter goedkeuring voorgelegde beslissing.

Na het verstrijken van die termijn wordt de beslissing uitvoerbaar verklaard indien zij niet het voorwerp is van een weigering van goedkeuring.

TITEL V. — *Opheffings- en overgangsbepalingen*

Art. 40. Worden opgeheven omdat zij bepalingen bevatten betreffende het toezicht op de handelingen van de in artikel 1 bedoelde gemeenten, provincies en van de intercommunale van het Waalse Gewest :

§ 1. In de gemeentewet van 30 maart 1836 :

- 1° artikel 74;
- 2° artikel 76, eerste lid, 3°, ingevoegd door de wet van 30 juni 1865, gewijzigd door de wetten van 30 december 1887, 22 december 1953 en 27 mei 1975;
- 3° artikel 76, tweede lid, vervangen door de wet van 3 december 1984;
- 4° artikel 77, eerste lid, 8° en 9°, tweede lid en lid 3 tot 6, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 33 van 10 november 1934, de wet van 27 mei 1975 en het decreet van de Waalse Gewestraad van 5 december 1984;
- 5° artikel 77 bis, ingevoegd door het decreet van de Waalse Gewestraad van 5 december 1984;
- 6° artikel 82 bis, § 2, ingevoegd door de wet van 14 juli 1976 en gewijzigd door het koninklijk besluit van 16 mei 1980, en § 4 ingevoegd door de wet van 14 juli 1976;
- 7° artikel 84, § 1, lid 2 tot 5, vervangen door de wet van 1 maart 1977, zesde lid, toegevoegd door de wet van 3 december 1984 en § 1 bis, ingevoegd door het decreet van de Waalse Gewestraad van 15 december 1983, en vervangen door dat van 2 juli 1987;
- 8° artikel 85, tweede en derde lid, toegevoegd door de wet van 30 juli 1903;
- 9° artikel 85 bis, ingevoegd door de wet van 30 juli 1903;

- 10° artikel 86, vervangen door de wet van 27 juni 1962;
- 11° artikel 87, § 1, ontstaan bij de wet van 9 augustus 1988, zoals het gewijzigd werd door de wetten van 27 juni 1982 en 1 maart 1977;
- 12° artikel 87bis, ingevoegd door het decreet van de Waalse Gewestraad van 15 december 1983, en gewijzigd door dit van 15 januari 1987;
- 13° artikel 88, § 1, ontstaan bij de wet van 9 augustus 1988, zoals het door de wetten van 30 december 1887 en 27 mei 1975 werd gewijzigd;
- 14° artikel 88bis, ingevoegd door het decreet van de Waalse Gewestraad van 9 maart 1983;
- 15° artikel 93, vierde en vijfde lid, toegevoegd door de wet van 30 juli 1903;
- 16° artikel 94, gewijzigd door de wet van 27 mei 1975;
- 17° artikel 109, tweede en derde lid, vervangen door de wet van 14 februari 1961, en lid 5 tot 8, vervangen door de wet van 3 juni 1957;
- 18° artikel 109bis, tweede lid, ingevoegd door het koninklijk besluit nr. 124 van 27 februari 1935, en gewijzigd door de wet van 27 mei 1975;
- 19° artikel 111, § 1, eerste lid, gewijzigd door de wetten van 3 juni 1957 en 27 juli 1961, alsmede § 1bis, ingevoegd door het decreet van de Waalse Gewestraad van 15 december 1984;
- 20° artikel 114, eerste lid, 1°, vervangen door de wet van 29 juni 1976;
- 21° artikel 114bis, lid 1 tot 3, ingevoegd door het koninklijk besluit nr. 33 van 10 november 1934;
- 22° artikel 122, eerste lid, vervangen door de wet van 3 juni 1957 en gewijzigd door de wet van 27 juli 1961 en door het decreet van de Waalse Gewestraad van 15 december 1984, vierde lid, vervangen door de wet van 3 juli 1957;
- 23° artikel 133, vervangen door de wet van 7 mei 1877;
- 24° artikel 139bis, tweede lid, toegevoegd door de wet van 14 juli 1983;
- 25° artikel 141, eerste en tweede lid, gewijzigd door het koninklijk besluit nr. 33 van 10 november 1934 en de wet van 27 mei 1975 en het vierde lid;
- 26° artikel 143;
- 27° artikel 144, eerste en tweede lid;
- 28° artikel 145;
- 29° artikel 147, eerste lid, gewijzigd door de wetten van 7 mei 1877, 28 december 1883 en 20 september 1884;
- 30° artikel 178, § 1, vierde lid en § 2, derde lid, ingevoegd door de wet van 11 februari 1986;
- 31° artikel 180, derde lid, ingevoegd door de wet van 11 februari 1986;
- 32° artikel 187, § 4, ingevoegd door de wet van 11 februari 1986;
- 33° artikel 188, derde lid, gewijzigd door de wet van 11 februari 1988.

§ 2. In de provinciewet van 30 april 1836 :

- 1° artikel 85, derde lid, vervangen door de wet van 6 juli 1987;
- 2° artikel 86, gewijzigd door de wetten van 27 mei 1870, 26 februari 1958, 24 april 1958, 27 mei 1975, 10 juli 1979, 26 februari 1984;
- 3° artikel 87, gewijzigd door de wet van 27 mei 1975;
- 4° artikel 87bis, ingevoegd door het decreet van de Waalse Gewestraad van 11 mei 1984;
- 5° artikel 88, gewijzigd door de wet van 27 mei 1870 en de wet van 27 mei 1975;
- 6° artikel 88bis, ingevoegd door het decreet van de Waalse Gewestraad van 11 mei 1984;
- 7° artikel 89, gewijzigd door de wet van 27 mei 1975;
- 8° artikel 89bis, ingevoegd door het decreet van de Waalse Gewestraad van 11 mei 1984;
- 9° artikel 91, tweede lid;
- 10° artikel 110;
- 11° artikel 114bis, ingevoegd door het koninklijk besluit nr. 24 van 26 juli 1939;
- 12° artikel 116, vervangen door de wet van 6 januari 1984 voor zover het verwijst naar de artikelen 89 en 91, tweede lid;
- 13° artikel 125, gewijzigd door de wet van 27 mei 1975;
- 14° artikel 125bis, ingevoegd door het decreet van de Waalse Gewestraad van 11 mei 1984;
- 15° artikel 127.

Art. 41. Worden opgeheven :

§ 1. Artikel 71, § 1, lid 3 tot 7, van de wet van 14 februari 1961 tot economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel, zoals gewijzigd door de wet van 27 juli 1961 en aangevuld door de decreten van de Waalse Gewestraad van 15 februari 1984 en 2 juli 1987.

§ 2. In de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales :

- 1° artikel 20;
- 2° artikel 28, derde lid.

§ 3. In het decreet van de Waalse Gewestraad van 5 november 1987 betreffende de intercommunales waarvan het rechtsgebied de grenzen van het Waalse Gewest niet overschrijdt :

- 1° artikel 5;
- 2° artikel 6;
- 3° artikel 7;
- 4° artikel 8.

§ 4. In het besluit van de Regent van 18 juni 1946 betreffende het financieel beheer van gemeentebedrijven :

- 1° artikel 5, tweede lid;
- 2° artikel 13;
- 3° artikel 33.

Art. 42. De beraadslagingen, besluiten, beslissingen en akten die vóór de inwerkingtreding van dit decreet door de gemeenten, provincies en in artikel 1 bedoelde intercommunales genomen zijn, blijven, wat de uitoefening van het algemeen toezicht, alsmede de adviezen, machtigingen en goedkeuringen te geven door de toezichthoudende overheid en de tegen die beslissingen ingestelde beroepen betreft, onderworpen aan de wettelijke bepalingen die ter zake van kracht waren vóór de inwerkingtreding van dit decreet.

De beroepen ingesteld op basis van de artikelen 178, § 1, 178, § 2, derde lid, 180, derde lid, 187, § 4 en 188, derde lid, van de gemeentewet van 30 maart 1836 waarover geen definitieve administratieve of rechtsbeslissing werd uitgesproken, worden voor de bestendige deputatie van de provincieraad gebracht.

Art. 43. Dit decreet treedt in werking op 1 oktober 1989.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 20 juli 1989.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met de Economie,
de K.M.O.'s en het Regionaal Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. COOLS

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Vervoer,

A. DALEM

De Minister van het Waalse Gewest voor Landinrichting, Natuurbehoud, Industriegebieden en Tewerkstelling,

E. HISMANS

De Minister van het Waalse Gewest voor Openbare Werken,

A. BAUDSON

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening,
Onderzoek, Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

A. LIENARD

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

G. LUTGEN

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS

Société nationale des Chemins de fer belges

Ordres nationaux

(Mouvement du 15 novembre 1988)

Par arrêtés royaux du 13 avril 1989, les décorations ci-après ont été décernées :

Ordre de Léopold

Officier (Promotion)

M. Habets, Robert, médecin principal (15.11.1984).

Officier (Nomination)

MM. :

Amant, Joseph, ingénieur principal.
Bouquiaux, Michel, directeur adjoint.
Carbonnelle, Guy, ingénieur principal adjoint.
Delannoy, Jean-Marie, directeur de district.
Malfait, Roselain, ingénieur principal.
Tuypens, Marc, ingénieur principal.

Chevalier (Nomination)

MM. :

Behets, Alfons, chef-comptable (8.4.1988).
Bonaventure, Georges, secrétaire de division.
Bossaert, Marcel, chef-comptable (15.11.1987).
Cantineau, Gaston, chef de secteur technique (15.11.1987).
Daminette, André, inspecteur technique.
De Man, Lodewijk, premier chef de secteur technique (15.11.1987).
Mat, Georges, chef de secteur technique (15.11.1986).
Meunier, Willy, inspecteur technique.
Palsterman, Frans, secrétaire de division.
Pottier, Georges, inspecteur (recettes) (15.11.1987).
Rosseels, Jozef, inspecteur technique.
Sapin, Emile, secrétaire de division (15.11.1987).
Schuddinck, Herman, inspecteur du mouvement (8.4.1988).
Stevens, Jozef, secrétaire de division.
Van Den Bulcke, René, chef-comptable.
Van Winckel, Freddy, secrétaire de division.
Waterschoot, Hector, chef de bureau (8.4.1986).

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN VERKEERSWEZEN

Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen

Nationale Orden

(Beweging van 15 november 1988)

Bij koninklijke besluiten van 13 april 1989 worden navermelde onderscheidingen verleend :

Leopoldsoorde

Officier (Bevordering)

De heer Habets, Robert, eerste geneesheer (15.11.1984).

Officier (Benoeming)

De heren :

Amant, Joseph, eerste ingenieur.
Bouquiaux, Michel, adjunct-directeur.
Carbonnelle, Guy, adjunct-eerste ingenieur.
Delannoy, Jean-Marie, districtsdirecteur.
Malfait, Roselain, eerste ingenieur.
Tuypens, Marc, eerste ingenieur.

Ridder (Benoeming)

De heren :

Behets, Alfons, hoofdboekhouder (8.4.1988).
Bonaventure, Georges, afdelingssecretaris.
Bossaert, Marcel, hoofdboekhouder (15.11.1987).
Cantineau, Gaston, technisch sectorchef (15.11.1987).
Daminette, André, technisch inspecteur.
De Man, Lodewijk, eerste technisch sectorchef (15.11.1987).
Mat, Georges, technisch sectorchef (15.11.1986).
Meunier, Willy, technisch inspecteur.
Palsterman, Frans, afdelingssecretaris.
Pottier, Georges, inspecteur (ontvangst) (15.11.1987).
Rosseels, Jozef, technisch inspecteur.
Sapin, Emile, afdelingssecretaris (15.11.1987).
Schuddinck, Herman, inspecteur van de beweging (8.4.1988).
Stevens, Jozef, afdelingssecretaris.
Van Den Bulcke, René, hoofdboekhouder.
Van Winckel, Freddy, afdelingssecretaris.
Waterschoot, Hector, bureauchef (8.4.1986).